

Des actifs plus nombreux au travail

Depuis 2001, la hausse de la population active est toujours vive, mais moindre que durant la décennie précédente. La création d'emploi s'avère exceptionnelle par son ampleur sur une période longue de cinq années. Ce renversement de tendance a permis une baisse du nombre de chômeurs et a fortiori du taux de chômage.

En 2006, le **taux de chômage** est évalué à 29,1 % de la population active. Descendant au-dessous du seuil de 30 % pour la première fois depuis 1993, ce résultat a marqué les esprits. À la fin des années 90, le marché de l'emploi présentait un déséquilibre impressionnant. Le taux de chômage culminait à 37,7 % en 1998 et 1999. Pendant la décennie 90, la hausse moyenne annuelle du nombre d'actifs (+ 7 300/an) avait dépassé largement celle de la création d'emplois (+ 3 000/an). Au début de ce millénaire, une baisse significative du taux de chômage semblait un défi "impossible à relever" face à la pression démographique constante et à l'étroitesse de l'économie réunionnaise.

Actuellement, la pression démographique est encore vigoureuse, puisque la croissance annuelle de population est de 1,55 % par an depuis le début de ce siècle. Conjuguée au vieillissement de la population, on assiste à une croissance de la population en âge de travailler, les 15-64 ans, encore plus forte : + 1,8 % par an. Cette **population en âge de travailler**, 528 000 individus au

deuxième trimestre 2006, est composée de personnes ayant un emploi (salariés ou non salariés), de chômeurs et d'inactifs (étudiants, retraités, femmes au foyer, etc.). Les personnes ayant un emploi et les **chômeurs** forment la population active.

Une population active toujours croissante

En juin 2006, la population active réunionnaise, mesurée au sens du Bureau International du Travail (BIT) comprend 322 000 personnes âgées de 15 à 64 ans. Depuis 2001, elle s'est accrue de 5 400 personnes par an, soit un taux de 1,8 %. L'accroissement se poursuit donc à un rythme élevé, mais nettement moindre que celui observé sur la période 1993-2000 (+ 2,9 % par an).

Les phénomènes démographiques expliquent à eux seuls l'accroissement de la population active en nombre. Le **taux d'activité** moyen des 15-64 ans stagne. Il est de 60,9 % au deuxième tri-

Évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage de 2001 à 2006 et de 1993 à 2000

Source : Insee, enquête emploi Dom	2001	2006	Évolution moyenne annuelle 2001-2006		Évolution moyenne annuelle 1993-2000	
			en nombre	taux d'évolution	en nombre	taux d'évolution
Population âgée de 15 à 64 ans	483 600	528 200	8 900	1,8 %	7 700	1,8 %
Actifs	294 600	321 700	5 400	1,8 %	7 300	2,9 %
- occupés	196 200	227 800	6 300	3,0 %	3 000	1,8 %
- chômeurs	98 400	93 900	- 900	- 0,9 %	4 300	5 %
taux d'activité (%)	60,9	60,9	///	///	///	///
taux d'emploi (%)	40,6	43,1	///	///	///	///

société

mestre 2006 et rejoint son niveau de 2001 après avoir diminué en 2003 et 2004. Il reste bien en deçà du niveau métropolitain (69,1 % en 2005). Entre 1993 et 2000, il progressait de 0,6 point par an.

Le **taux d'activité** des jeunes de 15 à 24 ans passe de 32,9 % en 2001 à 35,1 % en 2006. Malgré le prolongement des études, qui maintient des jeunes dans la population inactive et le départ de certains d'entre eux vers la métropole, nombreux sont ceux qui se présentent sur le marché du travail réunionnais. C'est essentiellement chez les jeunes femmes que les taux d'activité ont augmenté le plus (+ 0,5 point par an au cours de la période). Rappelons que ce taux avait diminué au cours de la période précédente. Actuellement un actif sur six a moins de 25 ans.

Globalement le taux d'activité des femmes a stagné entre 2001 et 2006 ; il se maintient au-dessous de 53 %. Cette situation fait suite à une progression de 0,9 points par an au cours de la période 1993-2000. On peut s'interroger sur cette absence d'évolution car le développement des emplois tertiaires, les changements de structure familiale, l'évolution des modes de vie, auraient dû inciter plus de femmes à se porter sur le marché du travail.

Très forte augmentation des emplois

Le fait nouveau de ces cinq dernières années, c'est la forte création d'emplois même si l'évolution moyenne masque des évolutions annuelles contrastées. Environ 6 300 emplois supplémentaires ont vu le jour en moyenne chaque année, du deuxième trimestre 2001 au deuxième trimestre 2006, soit un taux d'augmentation de 3 % par an.

L'essor de l'emploi est, avant tout, soutenu par la croissance de l'économie : le taux de croissance du PIB en volume est de 4,5 % en moyenne annuelle sur la période 2001-2005. L'emploi salarié dans le secteur privé marchand contribue aux deux tiers de la création nette d'emploi (4 100 emplois en moyenne chaque année). En fin de période, le secteur du BTP, avec les chantiers publics et la construction de logements, est dynamique et créateur de nombreux emplois. Il entraîne dans son sillage les secteurs des services aux entreprises et des transports.

L'emploi non salarié progresse, en moyenne, de 2,1 % par an. La fonction publique a encore recruté en début de période (+ 3 400 emplois de 2001 à 2003). Les emplois aidés ont fortement progressé en tout début et en toute fin de période avec la mise en place du plan Borloo. Cette dernière composante est fragile et tributaire des politiques publiques. En attestent les fortes variations, à la baisse ou la hausse, observées d'une année sur l'autre.

Le **taux d'emploi** progresse de 0,5 point en moyenne annuelle sur la période.

Un chômage en recul

Les données annuelles d'évolution entre actifs et inactifs, chômeurs et travailleurs ont été totalement bouleversées depuis 2001. La création d'emploi, conjuguée à la quasi-stagnation des taux d'activité, a permis d'absorber plus que le flux annuel des 5 400 personnes supplémentaires arrivant sur le marché du travail. Elle a contribué à diminuer le stock de chômeurs (- 900 par an). Si les taux d'activité avaient continué leur hausse, le nombre de chômeurs aurait stagné voire légèrement augmenté.

En juin 2001, il y avait 98 400 chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) âgés de 15 à 64 ans. En juin 2006, ils sont 94 000. Bien que satisfaisante, cette baisse ne doit pas faire perdre de vue que le taux de chômage reste à un niveau encore très élevé, plus du triple de celui de la métropole.

Bruno **BALLY**,
chargé des études sur l'emploi

Nelly **ACTIF**,
chef de la division "études"

Définitions et champ de l'étude

L'enquête annuelle sur l'emploi permet de mesurer depuis 1993 le chômage et l'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Elle a été rénovée en 2001. L'étude est menée sur la "**population en âge de travailler**".

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi, disponible, et cherche activement un emploi ou a trouvé un emploi qui commence ultérieurement.

Le **taux de chômage** est la proportion du nombre de chômeurs par rapport au nombre d'actifs (occupés + chômeurs).

Le **taux d'activité** est la proportion des actifs (occupés + chômeurs) dans la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est la part des personnes ayant un emploi dans la population du même âge.

L'écart se creuse entre les diplômés et les autres

La baisse du chômage est surtout sensible chez les diplômés. Sur les cinq dernières années, les écarts entre les diplômés et les autres se sont creusés. Le nombre de titulaires d'un diplôme supérieur ayant un emploi a augmenté de 8 % par an en moyenne chez les 15-64 ans, celui des titulaires du bac de près de 6 %, tandis que celui des non-diplômés est quasiment resté stable. En 2006, parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans sans diplôme ou n'ayant que le BEPC ou le Brevet des collèges, un tiers des actifs ne trouve pas d'emploi.